

tions internes, si bien qu'on ne peut prévoir ni déterminer concrètement la succession de toutes ses phases, mais dont les traits historiques généraux sont parfaitement clairs : sans cette compréhension, il est absolument impossible de s'orienter correctement en politique.

Mais les choses changent radicalement d'aspect si l'on part de l'idée du développement socialiste s'accomplissant et même s'achevant dans un seul pays. Nous avons maintenant une « théorie » qui enseigne que la construction complète du socialisme est possible dans un seul pays et que les rapports avec les pays capitalistes pourraient s'établir sur la « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale (Staline). Dans cette optique — qui est un point de vue nationaliste — la nécessité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe disparaît, ou tout au moins s'affaiblit. Mais, précisément, ce mot d'ordre nous paraît d'une importance vitale, car il renferme la condamnation de l'idée qu'un développement socialiste isolé est possible. Pour le prolétariat de chaque pays européen, à un plus haut degré encore que pour l'U.R.S.S. (mais il y a seulement une différence de degré), l'extension de la révolution dans les pays voisins et le soutien que chacun apportera à l'autre par la force des armes, s'imposent avec une absolue nécessité ; non pas au nom d'une solidarité internationale abstraite qui est incapable de mettre les classes en mouvement, mais en raison d'une exigence vitale qui a été formulée des centaines de fois par Lénine : sans l'aide *en temps voulu* de la révolution internationale, nous ne tiendrons pas. Le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques répond à cette dynamique de la révolution prolétarienne ; elle ne surgit pas uniformément dans tous les pays, et tout d'abord ceux d'Europe, afin qu'ils organisent et leur défense contre de puissants ennemis extérieurs et leur économie.

Sans doute, tentera-t-on d'objecter qu'après la crise de la Ruhr durant laquelle, pour la dernière fois, ce mot d'ordre fut mis en avant, il ne joua plus un rôle important dans l'agitation des partis communistes européens et, si l'on peut dire, ne prit pas racine. Mais il en est absolument de même pour les mots d'ordre du gouvernement ouvrier, des soviets, etc., autrement dit pour tous les mots d'ordre qui précèdent directement la révolution. La désaffection où est tombée l'idée des Etats-Unis soviétiques d'Europe s'explique par le fait que, contrairement au jugement erroné du Ve Congrès, depuis la fin de 1923, le mouvement révolutionnaire en Europe est allé en s'affaiblissant. C'est pour cela, précisément, qu'il serait dangereux d'élaborer un programme, ou certaines de ses parties, en se référant seulement à cette période. Ce n'est pas par hasard que le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe fut adopté, en dépit de toutes les appréhensions, précisément en 1923, quand on s'attendait au déclenchement de la révolution en Allemagne, et quand les rapports des Etats en Europe soulevaient des problèmes d'une difficulté particulière. Toute nouvelle aggravation de la crise européenne, et à plus forte raison de la crise mondiale, si elle est suffisamment forte pour poser à nouveau les problèmes politiques fondamentaux, créera inmanquablement les conditions favorables à la relance du mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe. C'est donc une erreur radicale que de ne pas en faire mention dans le programme, sans pour autant le rejeter clairement ; autrement dit on le garde en réserve, « à tout hasard ». Or, dans les questions de principe, la politique des réserves ne vaut rien.

6 les états-unis socialistes d'europe, seule solution de rechange

Ce texte est extrait de l'éditorial du N° 36 de la revue *IVe Internationale* (Mars 69).

Le message fondamental que les marxistes révolutionnaires doivent aujourd'hui proclamer inlassablement et traduire dans un programme d'action doit faire comprendre aux plus larges masses laborieuses que la seule solution à la crise qui étroit l'Europe capitaliste est une révolution socialiste du continent. Les Etats-Unis Socialistes d'Europe ne sont pas seulement une possibilité historique, ils constituent la seule solution de rechange réaliste face à toutes les tentatives de résoudre la crise du capitalisme européen sans renverser le mode de production capitaliste.

Le réalisme ne consiste pas dans de nouveaux exercices de transformation graduelle, dans l'addition de quelques nationalisations de nouvelles branches d'industrie au « secteur public » de l'économie, dans l'extension du domaine de la « programmation économique » capitaliste, dans une réponse plus vigoureuse du capitalisme européen au « défi » américain aujourd'hui et au défi japonais demain. Si l'on ne brise pas le cadre d'une économie capitaliste orientée par le profit et l'Etat bourgeois, toutes ces réformes ne feront qu'approfondir et qu'exacerber les contradictions, et le Capital s'efforcera de faire porter de plus en plus le fardeau de ces réformes sur la classe ouvrière elle-même.

Le réalisme exige une rupture radicale avec le vieux système décadent de la propriété privée des moyens de production, des investissements guidés par les mobiles des monopoles, des priorités dictées par la mise en valeur du capital au lieu de la satisfaction des besoins humains. Le réalisme exige une rupture radicale avec la machine de l'Etat bourgeois, en raison de son caractère à la fois oppressif et étroitement national en Europe. Le programme des Etats-Unis Socialistes d'Europe incarne la seule solution de rechange vraiment réaliste à la crise capitaliste.